



PREPARATOIRE DE MAILLOLES

PHARMACIE DE MAILLOLES

80 av V. Dalbiez 66000 PERPIGNAN

Tél : 04 68 54 74 88 Fax : 04 68 56 80 76

Email : preparatoire.de.mailloles@gmail.com

Votre Pharmacie de proximité pour toutes vos préparations Magistrales et pour l'herboristerie.

Qui sommes-nous?

Créé par des docteurs en pharmacie passionnés de plantes médicinales, ce site souhaite vous donner accès à des produits et préparations de phytothérapie, d'aromathérapie et d'élixirs floraux de haute qualité.

Ce site Internet, créé par des pharmaciens exerçant de façon quotidienne leur métier auprès de leurs clients au sein de leur officine, n'a pas de vocation thérapeutique, ni d'accompagnement du malade.

Nous insistons sur le fait qu'il n'est pas possible de vendre en ligne des médicaments et que nous ne nous substituerons en aucun cas à votre pharmacien habituel; en effet, lui seul vous connaît, et saura adopter l'attitude et les conseils adéquats face à votre état de santé.

Toutes nos plantes médicinales proviennent d'établissements pharmaceutiques et répondent aux normes très strictes des pharmacopées européenne et/ou française. Les critères de ces deux institutions nous permettent de vous présenter des plantes médicinales de qualité exceptionnelle, vous permettant ainsi d'obtenir le meilleur potentiel thérapeutique de chacune d'elles.

Nos conseils

Nos conseils dispensés par e-mail ou sur ce site Internet ne sont pas des consultations médicales.

Ils sont entendus comme des conseils tels que ceux reçus dans les Officines de Pharmacie, avec la garantie d'être dispensés par nos Pharmaciens diplômés dans les limites de notre Code de Déontologie.

Nous rappelons que toute persistance de troubles nécessite une visite chez votre Médecin référent.

Pharmacien, un professionnel de santé soumis à des règles

Le Code de déontologie énumère les règles générales de tous les pharmaciens. En voici un certain nombre, parmi les principales: Le pharmacien doit exercer sa mission dans le respect de la vie et de la personne humaine.

Il doit contribuer à l'information et à l'éducation sanitaire du public, à la lutte contre la toxicomanie, les maladies sexuellement transmissibles, le dopage et le charlatanisme.

Le pharmacien doit veiller à préserver la liberté de son jugement professionnel. Il ne peut aliéner son indépendance sous quelque forme que ce soit, ni se soumettre à aucune contrainte financière, commerciale, technique ou morale susceptible d'y porter atteinte.

Il doit avoir un comportement conforme à la probité et la dignité de la profession.

Il est tenu au secret professionnel.

Il doit faire preuve du même dévouement envers toutes les personnes qui ont recours à son art.

Il doit prêter son concours aux actions entreprises par les autorités compétentes en vue de la protection de la santé. Ses conseils et ses actes ne sauraient favoriser des pratiques contraires à la préservation de la santé publique.

Il a le devoir d'actualiser ses connaissances. Il doit accomplir tout acte professionnel avec soin et attention, conformément aux règles de bonne pratique correspondantes.

Il a une obligation d'exercice personnel, c'est-à-dire exécuter lui-même les actes professionnels ou en surveiller attentivement l'exécution.

Le pharmacien ne doit pas porter atteinte au libre choix de la clientèle, ni la solliciter par des moyens contraires à la dignité de la profession. Il ne doit pas s'entendre avec d'autres professionnels de santé en vue d'obtenir des avantages au détriment de tiers (de la sécurité sociale, par exemple).

Il a un devoir de confraternité, d'aide et d'assistance avec les autres pharmaciens, et de bons rapports avec les autres professions de santé et les autorités administratives.

Règles à observer dans les relations avec le public

Lorsque l'intérêt de la santé du patient lui paraît l'exiger, le pharmacien doit refuser de dispenser un médicament. Si ce médicament est prescrit sur une ordonnance, le pharmacien doit informer immédiatement le prescripteur de son refus et le mentionner sur l'ordonnance. Art. R. 4235-61

Chaque fois qu'il lui paraît nécessaire, le pharmacien doit inciter ses patients à consulter un praticien qualifié. Art. R. 4235-62

Le pharmacien doit s'abstenir de formuler un diagnostic sur la maladie au traitement de laquelle il est appelé à collaborer. Art. R. 4235-63

Le pharmacien ne doit pas, par quelque procédé ou moyen que ce soit, inciter ses patients à une consommation abusive de médicaments. Art. R. 4235-64

Tous les prix doivent être portés à la connaissance du public conformément à la réglementation économique en vigueur.

Lorsque le pharmacien est, en vertu de la réglementation en vigueur, appelé à fixer librement les prix pratiqués dans son officine, il doit y procéder avec tact et mesure. Art. R. 4235-65

Aucune consultation médicale ou vétérinaire ne peut être donnée dans l'officine. Art. R. 4235-66.

Toute personne prise en charge par un professionnel, un établissement, un réseau de santé ou tout autre organisme participant à la prévention et aux soins a droit au respect de sa vie privée et du secret des informations le concernant.

Excepté dans les cas de dérogation, expressément prévus par la loi, ce secret couvre l'ensemble des informations concernant la personne venues à la connaissance du professionnel de santé, de tout membre du personnel de ces établissements ou organismes et de toute autre personne en relation, de par ses activités, avec ces établissements ou organisme. Il s'impose à tout professionnel de santé, ainsi qu'à tous les professionnels intervenant dans le système de santé. Article L. 1110-4 CSP

Le secret professionnel s'impose à tous les pharmaciens dans les conditions établies par la loi. Tout pharmacien doit en outre veiller à ce que ses collaborateurs soient informés de leurs obligations en matière de secret professionnel et à ce qu'ils s'y conforment. Article R. 4235-5 CSP

La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende ». Article L. 226-13 du code pénal

Le Pharmacien et la vente à distance

En droit français, la lecture du Code de la santé publique conduit à conclure, sans ambiguïté, que la vente à distance de produits de santé n'est en tout état de cause envisageable qu'à partir d'un site rattaché à une officine existante, dûment autorisée. Les textes ne permettent pas d'autre schéma pour les pharmaciens d'officine. Cette organisation est par ailleurs essentielle pour éviter le développement de la contrefaçon.

En vertu des articles R. 4235-4 et R. 4235-13 du Code de la santé publique, le pharmacien est tenu d'exercer personnellement son activité. « L'exercice personnel auquel est tenu le pharmacien consiste pour celui-ci à exécuter lui-même les actes professionnels ou à en surveiller attentivement l'exécution s'il ne les accomplit pas lui-même. »

Dans le but de préserver un haut niveau de protection de la santé publique et d'accroître la confiance des consommateurs, il est essentiel que les produits soumis à monopole vendus en ligne bénéficient des mêmes exigences qualité et de traçabilité que dans le commerce physique.

Ces conditions de qualité, de traçabilité et de sécurité devront être appliquées à toutes les étapes jusqu'à la livraison au public.

Selon le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, « Mettre en place un système d'assurance qualité pour la délivrance de médicaments et d'en assurer le fonctionnement, afin de garantir

- a) de bonnes conditions d'emballage, de transport et de livraison, préservant la qualité du médicament et son efficacité ;
- b) la délivrance au client qui a passé la commande ou à une personne qu'il a désignée ;
- c) la traçabilité des produits délivrés »